

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
19 au 25 septembre 1996



10,00 F

Malvenue en France, Jean-Paul !

Que JP II soit plus réactionnaire, ou plus progressiste que Eucychien I, Gélase II, Pie 3, 1416, ou n'importe lequel de ses prédécesseurs, on s'en fout! Nous ne partageons ni le souci de définir le top 50 des papes « in », ni celui de réclamer un pape plus respectueux des droits de l'homme, des conquêtes sociales ou de la démocratie.

Nous ne sommes pas de ceux qui dénoncent une Eglise qui se fascise pour regretter le bon temps des « curés de gauche ».

Nous, anarchistes, savons que tout pape est le chef de ceux qui, de Guy Gilbert en Perfecto à Daniel Ange en soutane, en passant par Di Falco en trois pièces anthracite, veulent régenter nos vies en tentant d'y faire germer la peur, la honte et la culpabilité.

Quand, durant les 30 glorieuses, le capitalisme pouvait intégrer les couches populaires par la consommation et l'illusion d'une société à partager, l'Eglise nous la jouait copain, curés guitaristes et Jésus Christ Super Star. Aujourd'hui, à l'heure de la précarisation généralisée, en ces temps de lits de carton dans les encoignures de porte, de soupes populaires, d'expulsions, de haches, de matraques et de charters, les curés bloquent l'accès aux cliniques et aux cinémas. Les bonnes âmes s'émeuvent, cherchent - oubliant que pendant l'affaire Dreyfus La Croix s'auto-proclamait « le journal le plus anti-sémite de France » - un abbé Pierre moins douteux.

Nous, anarchistes, savons que l'Eglise a toujours plusieurs fers au feu et, les utilisant à tour de rôle, qu'elle épouse les aléas de chaque

époque, s'harmonisant toujours avec le pouvoir en place, le consolidant, pour placer son universel et définitif ordre du monde qu'elle veut voir poser en fondation à toutes les sociétés.

Qu'elles soient de la croix, du croissant, de l'étoile, du lotus, de la faucille et du marteau, du Mandarom ou de n'importe

quel Woolly-Woolly lumineux, nous haïssons toutes les religions. Non parce qu'un jour Auguste Blanqui a proclamé cette si belle devise : « Ni dieu, ni maître », ni parce que Michel Bakounine ajouta que « si dieu existait, il faudrait le détruire » et que, depuis, une fidélité toute pavlovienne nous éviterait de nous interroger sur le monde contemporain et de l'analyser avant d'agir ou de nous prononcer. Nous savons tirer aujourd'hui les leçons des massacres en Algérie, des médecins pratiquant des IVG assassinés aux Etats-Unis, des autodafés dirigés par des évêques philippins et, tout récemment, des destructions massives de préservatifs par d'autres évêques d'Afrique, continent ravagé par le sida.



Nous, anarchistes, savons que les religions, que toutes les religions, sont ennemis des individus libres qui veulent vivre, désirer, penser, parler, agir comme ils le souhaitent.

Que des personnes aient besoin de s'inventer un dieu pour ne pas avoir à forger leur vie, voilà qui nous afflige. Qu'elles règlent leur vie en fonction des hypothétiques préceptes de cet improbable dieu, voilà qui nous indigne - ou nous fait pouffer, c'est selon. Mais qu'elles œuvrent ou manœuvrent pour obliger, ou même simplement inciter autrui à appliquer ces principes, il y aura toujours les anarchistes pour leur foutre leur pied au cul!

Jean
(Groupe Maurice-Joyeux)

EDITORIAL

Ils se moquent de nous, vous dis-je ! Le gouvernement se moque de nous. Oui, le gouvernement de la République française, avec le fort en thème Juppé comme premier ministre et le très pieux Jacques Chirac comme président. Celui qui s'est fait élire en promettant de réduire la fracture sociale et défend la séparation de l'Eglise et de l'Etat en subventionnant les escapades de M. Wojtyla.

Mardi 10 de ce présent mois de septembre, les gazettes nous apprennent que le sénateur RPR de l'Oise, Philippe Marini, a rendu le rapport sur le nouveau droit des sociétés demandé par ledit Juppé. Que propose cet honorable parlementaire ? Dans un premier volet, d'apporter à la législation française - aujourd'hui inadaptée aux réalités économiques, beaucoup trop pointilleuse et rigide, paraît-il - un brin de droit anglo-saxon réduisant l'intervention de l'Etat et renforçant le pouvoir de contrôle des actionnaires. Puis, dans une seconde partie, de « répondre au besoin de sécurité juridique légitimement formulé par les acteurs de la vie économique ». Que signifie donc ce bel euphémisme ? Que les critères qui constituent le délit d'abus de biens sociaux seront modifiés - en fait restreints aux cas où le juge constaterait une atteinte aux intérêts de l'entreprise et un enrichissement personnel du dirigeant. S'évaporent comme fraîche rosée au soleil d'été le délit de fausses factures, celui du financement des partis politiques, qui ont tant besoin d'argent pour leur dispendieuses campagnes électorales, et celui des cadeaux, gros et petits, adressés aux personnalités locales afin qu'elles examinent avec bienveillance votre dossier. Les grossiums du compte en banque entendent pouvoir corrompre qui ils veulent en général, et le personnel politique en particulier, sans risquer de se retrouver dans quelque maison d'arrêt au côté du voyou qui vient de casser une épicerie. Bien sûr, Juppé et son sénateur de l'Oise obtiendraient...

Le mercredi 11, les rumeurs concernant les conditions de l'application du RMI pour 1997 se confirment. Les familles des allocataires du RMI - lesquels perçoivent au maximum, rappelons-le, 2,374 F par mois pour une personne seule, une somme tout à fait insuffisante pour corrompre, surtout légalement, le personnel politique de la République - pourraient être contraintes de participer financièrement au versement de la somme versée. Oui, vous avez bien lu : l'Etat récupérerait sur le revenu des familles tout ou partie, en fonction d'un barème à établir, de l'allocation touchée au titre du RMI par une personne de ladite famille. Ces dispositions pourraient s'appliquer au parent pour l'enfant, et réciproquement, ainsi qu'aux grands-parents et aux petits-enfants. Les commentateurs affirment que la République obtiendrait ainsi 500 millions de francs d'économie. Avec, malheureusement, la probabilité d'une dépense de 100 millions. Parce qu'il faudra bien payer des fonctionnaires pour aller regarder dans le porte-monnaie de grand-mère et lui faire payer quelque chose pour son petit-fils qui ne trouve pas de travail...

La République est devenue une marâtre. Peut-être parce que nous avons oublié qu'en 1793 la Constitution républicaine inscrivait dans ses articles le droit à l'insurrection contre le despotisme.

ISSN 0026-9433 - N° 1051

M 2137 - 1051 - 10,00 F



FIP 2520

Lorient : une réussite.

Il faisait beau sur Lorient, le samedi 14 septembre 1996. Mais je suis prêt à parier que même s'il avait plu, nous aurions été aussi nombreux et aussi déterminés pour souhaiter la malvenue au pape, à quelques jours de son voyage en France.

A l'origine, les compagnes et compagnons de la Fédération anarchiste de Lorient et des membres de la Libre pensée locale comptaient sur un collectif large afin d'organiser une manifestation et une fête anticléricale. Dans ce but, ils lancèrent des invitations à se coordonner... sans grand résultat puisqu'à une première réunion, seuls les vert se donnèrent la peine de venir.

Ne se désespérant pas, le groupe de Lorient décida de continuer et d'organiser, seuls s'il le fallait, une manifestation.

Devant cette détermination, quelques organisations décidèrent de les rejoindre (Ecole émancipée, Syndicat départemental de l'Education Finistère, C.N.T. Finistère et St Nazaire, SCALP Rennes et Nantes, Ras l'Front, les Verts, M.J.S. du pays de Lorient).

Pour les membres de la FA, cette journée s'inscrivait dans le cadre de la campagne nationale "Souhaitons la malvenue au pape" qui repose essentiellement sur les deux points suivants :

- non au financement public du voyage du pape en France ;

- non au retour de l'ordre moral (IVG, position de l'Eglise sur les préservatifs, etc.)

D'agréables surprises

On notera quelques réactions surprenantes comme celle de ces militants du Parti socialiste qui appelaient à manifester en dépit des positions officielles du PS (1), comme celle d'un catholique qui soutenait la manifestation pour des raisons individuelles, comme celle de ces personnes qui lors des collages demandaient des affiches pour pouvoir les mettre chez eux, à leur travail, etc.

Plus de 3 000 personnes ont manifesté samedi après midi jusqu'à la sous-préfecture de Lorient, banderoles anarchistes en tête, et reprenant des slogans tels que « Ni dieu, ni maître, ni ordre moral », « Jean-Paul II, assassin » et autres « Ah si Marie avait connu l'avortement... »

Côté salle, plus de 700 personnes ont assisté au spectacle/colloque de l'après midi et au concert de la soirée avec Armand et Val.

Au-delà de l'événement qu'aura constituée cette journée, nous retiendrons que la FA, dont tout le monde reconnaît qu'elle fut le principal sinon le seul moteur du 14 septembre 1996 à Lorient, a acquis dans cette opération une place sur le devant de la scène locale avec tout l'inconfort que peut présenter ce type de situation et tout les avantages qu'il peut y avoir à être enfin entendu.

Alain L'Huissier
Groupe de la Villette

(1) Le PC et le PS avaient voté la subvention d'un million et demi de francs du conseil général, d'où un certain désarroi dans les rangs de ses militants.

Catholicisme et reproduction humaine : UNE POLITIQUE CRIMINELLE

L'Eglise catholique — c'est-à-dire un appareil multinational centralisé, appuyé par des moyens financiers très importants, des organes de presse innombrables et divers, des partis politiques et des organisations syndicales prétendument laïcisés ainsi que des fidèles aux ordres dans nombre d'administrations et d'États — me mène pas seulement, s'agissant de liberté sexuelle et de contraception, une politique de répression et d'aliénation contre les individus des deux sexes. Le message qu'elle répand par la bouche de ses propagandistes est aussi gravement réactionnaire, dans son acceptation la plus rigoureuse d'idéologie tournée vers le passé de l'humanité et défendant une morale inadaptée à notre époque, voire même dangereuse par les implications qu'elles engendrent. Il apparaît bien, en effet, que les célibataires du Vatican argumentent en faveur d'un développement quantitatif du genre humain sans aucun contrôle. Ils ignorent apparemment que le mode de reproduction des êtres humains s'est constitué durant les centaines

de millénaires de la cueillette et de la chasse, période de mortalité extrême. Comme le rappelle Cavelli-Sforza, initiateur de programme de recherche sur la diversité du génome humain et professeur de génétique à Stanford, dans son ouvrage *Qui sommes-nous ? Une histoire de ma diversité humaine*, ce système de génération a permis aux humains de peupler en quelques petits millénaires la planète entière. Nous en extrayons les passages suivants :

«Le nombre d'individus vivant sur la planète a été multiplié par plus de mille depuis que l'agriculture a commencé. [...] Il y a quelques siècles encore, 50 p. 100 des enfants mouraient avant la puberté et, pour la plupart, dans leur première année. Il en meurt très peu aujourd'hui : dans les pays développés, la mortalité infantile est même inférieure à 1 p. 100. [...]

«Diverses religions ont fait le choix de considérer l'avortement comme un crime, alors que la majeure partie de l'humanité l'accepte et le pratique comme une intervention douloureuse sans doute, mais parfois nécessaire. Si le gouvernement chinois n'encourageait pas l'avortement pour mieux contrôler les

naissances, la population chinoise, déjà presque le quart de celle de la planète, augmenterait de manière explosive et devrait bientôt chasser le reste de l'humanité pour occuper son espace vital. [...] En Chine, le loi interdit aux couples d'avoir plus d'un enfant, ou deux selon les cas. Cette limitation peut paraître sévère, et elle est sans doute amère pour beaucoup de couples, mais elle est inévitable et le monde entier devrait en être reconnaissant aux Chinois. [...]

«La position des autorités religieuses, qui refusent d'aider l'humanité dans cette indispensable croisade, est injustifiable. L'Eglise catholique, qui condamne l'avortement et presque toutes les méthodes de contraception au nom du droit à la vie, joue les autruches. Elle refuse de voir que l'humanité, pour être devenue trop nombreuse, est en train de se diriger en guerre plus d'une génération vers une extermination massive. Une extermination qui se fera par les famines, les épidémies et les guerres. [...] «L'importance de l'avortement dépasse d'ailleurs le seul contrôle des naissances, puisque c'est, à l'heure actuelle, la seule méthode qui permette de limiter l'extension de certaines maladies héréditaires graves.»

Deux mille personnes manifestent pour défendre les Vignoles

Près de deux mille personnes se sont rassemblées rue des Vignoles, le samedi 14 septembre, à l'appel de la CNT et des associations culturelles sises au 33 de cette même rue, pour protester contre les projets d'expulsion de la Ville de Paris. La manifestation s'est ensuite dirigée vers Sully-Morland, où elle s'est dispersée sans incidents devant le siège de l'organisme de gestion du patrimoine de la ville. Une prise de parole rappela que l'action entreprise par la confédération et les associations ne se résument pas à défendre des locaux collectifs. Elle entendait également protester et appeler à la résistance la population des quartiers ouvriers de Paris, peu à peu détruits par la promotion immobilière.

Durant l'intervention, il fut annoncé que la municipalité avait envoyé, en date du 13 septembre, un courrier à la CNT pour proposer, dès la présente semaine une négociation. Premier recul ou tentative de gagner du temps ? La vigilance s'impose, disaient les militants, ainsi que le maintien de la mobilisation.

Durant la manifestation, nos camarades de la CNT d'Espagne à l'extérieur, zone Nord, ont diffusé le tract suivant :

Nous, antifascistes de la première heure en Espagne en 1936 face à Franco, Hitler et Mussolini,

Nous, déportés dans les camps nazis,

Nous, combattants dans les unités régulières de l'armée française pendant la

Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord, en Normandie, à Paris et à

Strasbourg,

Nous, résistants dans les maquis des Glières, du Massif central et du Sud-Ouest,

Nous, syndicalistes depuis notre plus jeune âge,

Nous, cordonniers, instituteurs, manœuvres, maçons, typographes, tourneurs,

avons reconstruit et maintenu ces locaux du 33 de la rue des

Vignoles avec notre argent et notre travail bénévole n'ayant aucune subvention

d'aucune sorte que nos propres forces,

Nous, aujourd'hui encore, une poignée d'anciens survivants, soutenus par les

jeunes générations de syndicalistes, de libertaires, souhaitons encore une fois résister.

Résister à l'argent-roi, résister aux promoteurs, résister à la mairie de Paris qui voudrait

nous expulser manu militari.

Ces combats que nous avons menés au 33, depuis vingt-cinq ans, nous continuerons à les mener jusqu'à

notre dernier souffle. Cela pour que vive le 33 de la rue des Vignoles, avec tous ses occupants actuels, en

est un autre auquel nous apporterons tout notre concours.



Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

ORGANISME CREAENCIER PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris	
N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	
J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.	
Date	Signature obligatoire
IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.	
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales) NOM _____ Prénom _____ N° _____ Rue _____ Code postal _____ Localité _____	
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne) NOM _____ Prénom _____ N° _____ Rue _____ Code postal _____ Localité _____	
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER Etabli. Codes Guichet N° de compte	

libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08 Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les déteusés et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Le supplément « Souhaitons la malvenue au pape » peut être commandé et diffusé par nos lecteurs.

s'adresser à Publico 145 rue Amelot
50 exemplaires = 22 F port compris
chèque à l'ordre de Publico

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Le retour d'une vieille idée

L'humanité possède un patrimoine héréditaire commun. A la lumière de la génétique moderne, le concept de race est fondé sur la variabilité de quelques gènes parmi les dizaines de milliers que comptent les chromosomes de l'homme. [...] Une classification fondée sur un aussi petit nombre de gènes ne saurait avoir une portée générale. [...] Pour l'ethnologie moderne, le concept de race biologique n'est pas utilisable.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

AUJOURD'HUI, comme le savent tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressent à la génétique humaine, la différenciation du genre humain en plusieurs races, entendu dans son sens biologique, n'est plus opératoire. Les connaissances scientifiques progressivement acquises en ce domaine rejettent dans l'obscurantisme les pseudo-sciences sur lesquelles prétendaient s'appuyer les théoriciens du racisme, de De Gobineau à Rosenberg.

Le corps scientifique est quasi unanime maintenant, au moins en Europe, pour repousser toute idée de «race pure» et de supériorité intrinsèque, biologique d'un groupe humain sur les autres. Cette situation rend plus difficile la vulgarisation d'une idéologie raciste et

XIX^e siècle et reçut un accueil favorable des classes bourgeoises de l'Europe. Parce qu'elle justifiait l'expansion coloniale féroce des Européens. Elle la couvrait d'un prétexte civilisateur. Mieux encore, elle faisait obligation aux Etats «blancs», pour «défendre la culture», de mettre en œuvre des politiques de discriminations ethniques, afin de repousser avec énergie tout «mélange des races».

La peur et l'envie

Cette idéologie, qui s'est traduite, dans un premier temps, par une politique de valorisation du colonialisme au détriment de sa victime, afin de justifier son agression et sa conquête, fut adaptée à l'Europe et à l'Amérique du Nord, les métropoles industrielles, au commencement du XX^e siècle comme substitut à la lutte des classes et comme réponse à la révolte égalitaire des travailleurs.

Elle y a représenté, hélas ! une forte dynamique sociale, parce qu'elle utilisait auprès des masses la peur et l'envie. La peur que cause celui qui n'est pas tout à fait semblable et dont l'apparence, ou la langue, ou les mœurs, la manière de vivre, comportent quelque différence d'avec le groupe majoritaire. Elle exploite enfin l'envie, en

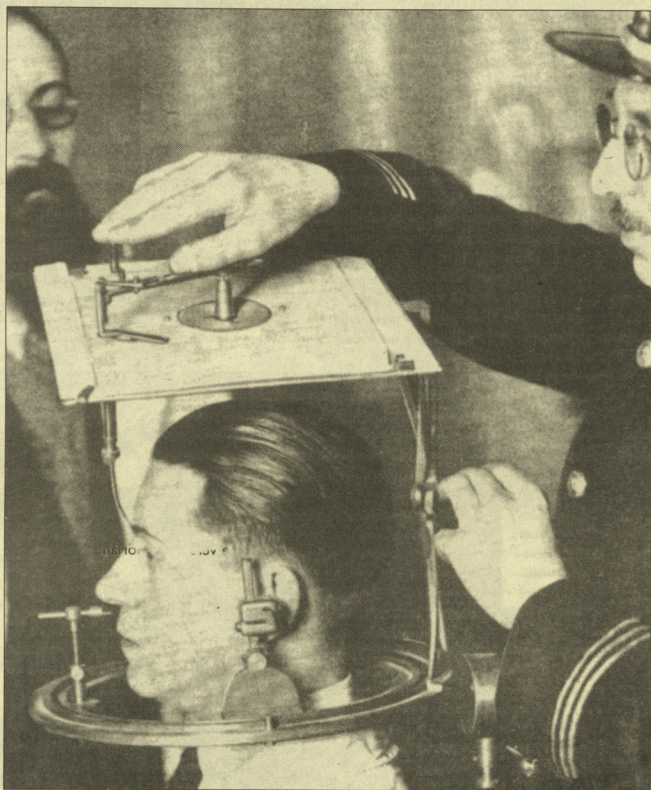
opérant un substitut mythique à l'opposition entre riches et pauvres, exploités et exploités, bourgeoisie et prolétariat. Pour désigner à la vindicte de la frustration sociale un responsable – l'étranger, le juif, le franc-maçon, le communiste, l'anarchiste – plus vulnérable que les puissances d'argent et l'Etat capitaliste.

Cette idéologie fut le fondement, le ressort principal de la politique de mobilisation des masses et de la propagande des hitlériens. Elle infecta même, durant la Seconde Guerre mondiale, le fascisme italien, plus «social» que raciste à son origine. La *Weltanschauung*, la vision du monde, une des expressions préférées de Hitler, qu'elle engendre se situe en rupture complète avec l'humanisme, même libéral ou conservateur, proclamant qu'une partie de l'humanité – des femmes, des hommes, des enfants vivants – n'est qu'une sorte de vermine polluante, dont il importerait de se débarrasser au plus vite. Sa logique et son dynamisme internes conduisent, si rien ne l'arrête, à l'Etat raciste, comme le fut le Troisième Reich, avec son cortège de totalitarisme et d'exterminations ethniques et politiques.

C'est cette idéologie que Le Pen commence maintenant à promouvoir. Lui et ses conseillers ont sans doute estimé que l'implantation actuelle du FN permettrait de jeter définitivement le masque. On va bientôt parler de «défense de la race française et européenne», de contenir «la décadence» qui guetterait l'Occident et dont l'origine se trouverait, bien sûr, dans le plus proche des foyers d'immigrés.

Socialisme ou barbarie, disait-on naguère. Dénoncer le fascisme ne suffit pas; pour l'extirper, il est nécessaire de s'attaquer à ses causes, c'est-à-dire à l'inégalité sociale, inégalité bien réelle celle-là. Tel est l'enjeu des années à venir : la constitution d'un mouvement antifasciste qui associe l'action contre le Front national à une lutte résolue pour l'égalité sociale.

Jacques Toublert



Le racisme est une névrose.

Si la volonté d'être reconnu, aimé et apprécié positivement est en soi respectable, il n'en va pas de même pour certaines de ses expressions que nous pourrions qualifier de dénaturées. Parmi celles-ci, nous voudrions attirer plus particulièrement l'attention sur celle que l'on nomme vulgairement «racisme».

Que celui-ci soit primaire ou réfléchi, il nous semble s'appuyer essentiellement sur un sentiment d'insécurité et d'infériorité que des politiques entretiennent avec plus ou moins de finesse.

Pourtant, aujourd'hui, nous disposons de suffisamment d'indices pour rejeter les thèses racistes biologiques.

Il apparaît clairement à qui veut considérer l'histoire du monde que ce qui crée des distinctions entre les hommes, ces fruits jeunes d'une mutation, d'une maladie génétique, ressortit du psychologique et de l'écologie, non de la biologie.

De plus, il nous semble que vouloir étendre les règles du spécisme aux grands quatre groupes humains (australoides, blancs, jaunes et noirs) relève plus du pathologique que du scientifique.

AL

Adam, le génétiquement faible.

Que nous raconte la légende d'Adam et Eve, si chère aux religions dominantes modernes, une fois que nous l'avons déshabillée de ses oripeaux cléricaux ?

Elle nous dit qu'un grand singe, que nous nommerons Adam - l'homme seul disposant du pouvoir de nommer dans l'état de nos connaissances, nous ne nous générons pas pour user et abuser de cette capacité -, victime d'une altération génétique (sans doute 47 chromosomes à la place des 48 distinctifs des pré hominiens), s'est reproduit avec une femelle de son espèce et aurait eu une fille héritant de la même altération. Nommons cette fille Eve, pour ne pas trop nous éloigner de la légende.

De l'union de cet Adam et de sa descendante, seraient issus les premiers «hommes». Leurs descendants directs ayant évacué l'excédent chromosomique pour arriver à nos 23 paires actuelles, l'espèce humaine aurait vu le jour.

N'étant pas personnellement attachés à la légende, nous admettons que le même accident, loin d'être unique, a se reproduire à diverses reprises et au sein des «lignées» distinctes de singes anthropomorphes.

Si nous prêtons à un mâle l'origine de cette mutation, c'est parce que les femelles semblent incapables de se reproduire avec des individus mâles non génétiquement adéquats. Il ne s'agit que d'un a priori statistique et non l'expression d'une certitude absolue.

AL

En bref

■ **Création d'une liaison FA sur La Seyne-Saint-Mandrier.** Contact : Publico (RI).

■ **Vient de sortir : Compil' de soutien à une école libertaire : Bonaventure.** Avec *Condense, Barbarins Fourchus, Happy Anger, Madovsky, Jolly Ho-Ho's, etc.* K7 90 mm avec livret : 30 F port compris (disponible fin septembre). MIM, c/o Marie Laure Diaferia, 15, hameau de Bouvardière 38340 Voreppe

■ **Le numéro 42 d'Infos et Analyses Libertaires, revues de l'U.R. Sud-Ouest de la F.A. vient de paraître.** Il est en vente à Publico au prix de 15 F. Au sommaire : quel cléricisme pour les

anarchistes ? Et aussi : les sans papiers, la Commune de Paris, l'Abolition de la conscription entre autres thèmes..

■ **Le groupe FA de Toulon, en vue de développer ses activités, lance une souscription.** Il a, en effet, l'idée de prendre un local plus grand que l'actuel où pas grand chose ne peut être fait. Cela coûte. Si le devenir d'un groupe FA au sein d'un fief lepéniste vous importe... alors, à votre bon cœur !

Chèque à libeller à l'ordre de ACL (mention nouveau local au dos). Groupe Nada c/o Collectif libertaire «La Commune», 2, rue de Pressensé, 83000 Toulon.

Baisse du coût du travail...

LA « BATAILLE POUR L'EMPLOI » est un plan qui va coûter très cher à la collectivité, puisqu'il consiste en un cadeau supplémentaire de 15 milliards aux employeurs en 1995, sans qu'aucun moment les entreprises ne soient tenues à une obligation de résultat. En matière de création d'emplois, elle va aboutir à inciter les employeurs à ne pas créer d'emplois véritables et à embaucher systématiquement des travailleurs de seconde zone. Elle peut également inciter l'employeur à licencier des salariés, attendre le délai légal et embaucher des précaires. Les mesures prises sont en fait une aubaine pour toutes les entreprises qui se trouvent de toute façon en situation d'embaucher, et qui privilégient l'embauche de précaires assortie de primes substantielles.

Incitations financières à l'embauche

Les mesures prises dans le cadre de la « bataille pour l'emploi » ne sont que des reprises de mesures qui figurent dans de multiples rapports sur l'emploi et le chômage, inspirés par l'idéologie libérale diffusée par l'O.C.D.E. : baisse du coût du travail (profitant aux employeurs) et incitation financière à l'embauche (payée par les salariés-contribuables).

Si, en 1994, il y a eu 370 000 postes créés, on constate que 20 % d'entre eux sont des emplois aidés (C.E.S., C.E.C., formations diverses, emplois donnant lieu à des exonérations de charges) ; 50 % sont des C.D.D. et des missions d'intérim. Autrement dit, 75 % des créations d'emplois relèvent des formes flexibles ou aidées. En réalité, si on fait le compte des emplois traditionnels,

seuls 100 000 emplois auraient été créés, dont la moitié dans le secteur privé.

Ce n'est pas un hasard si, en même temps que se développe ce sentiment d'insécurité dans l'entreprise, qui n'est que le prélude au chômage et à l'exclusion, on lance des campagnes médiatiques et quelque peu démagogiques pour « réconcilier les Français avec les entreprises ». Alors que les licenciements étaient autrefois considérés par les chefs d'entreprise eux-mêmes comme le signe d'un échec, aujourd'hui les suppressions d'emploi indiquent la bonne santé de l'entreprise, la saine gestion de la direction qui inscrit au bilan de la société des « restructurations », qui seront présentées aux actionnaires comme le gage de futurs profits accrus. On licenciera d'ailleurs indistinctement en périodes de pertes de bénéfices, pour « assainir » la situation, ou en période faste, pour « rationaliser ».

Ceux qu'on appelle les « exclus » - chômeurs de longue durée qui n'ont aucune perspective de trouver un travail, RMistes et autres « nouveaux pauvres » constituent une masse de personnes définitivement mises en dehors du circuit dans la phase actuelle du capitalisme.

Un chômeur est quelqu'un qui est temporairement privé d'emploi et qui est dans une situation transitoire avant de retravailler. Il se définit par rapport au salariat. Aujourd'hui, il est difficile de considérer ainsi l'écrasante majorité des chômeurs, qui sont pour la plupart définitivement écartés du système. Les « masques » inventés par l'État - statuts plus ou moins bidons, R.M.I., C.E.S., etc. - pour réduire les statistiques de chômage rendent de plus en plus difficile de distinguer entre activité et chômage. Le Monde pouvait ainsi

conclure un article en déclarant que « Notre difficulté à calculer le nombre de demandeurs d'emploi traduit en fait notre incapacité à définir précisément ce qu'est un emploi » (21 décembre 1995 : « Ces chômeurs qui ne comptent pas »).

Si l'on considère que le régime capitaliste produit de la plus-value et du salariat, on peut se demander si la phase actuelle de son évolution ne constitue pas un signe avant-coureur de sa fin, en ce sens que la « crise » actuelle se définit par l'accroissement phénoménal du chômage au sein de la croissance elle-même, c'est-à-dire la destruction d'une des bases du capitalisme, le salariat.

La chasse aux pauvres

La gestion de l'exclusion nécessite une prise en charge particulière par l'État :

- idéologique, tout d'abord. Le terme même d'exclusion relève d'une approche qui évacue toute référence à la lutte des classes, dans la mesure où il met en opposition ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, suscitant inévitablement une culpabilisation des premiers. Le discours du pouvoir vise à développer cette culpabilisation afin d'en faire une arme contre toute contestation de l'ordre social. Avoir un emploi devient insidieusement un privilège.

- économique, ensuite. La gestion des couches marginalisées de la population, en quantité de plus en plus grande, fait partie des faux frais d'un système dont la charge incombe essentiellement aux travailleurs. « Le paupérisme, dit Marx, est l'hôtel des invalides de l'armée active du travail et le poids mort de sa réserve (...). Il entre dans les faux frais de la production capitaliste, frais dont le capital sait fort bien, d'ailleurs, rejeter la plus grande partie sur les épaules de la classe ouvrière et de la petite classe moyenne. » (Le Capital, 7^e Section, XXV, IV, La Pléiade, Économie I, page 1162).

- politique, enfin. Cette population paupérisée doit être « contenue », dans le sens où on contient une digue. Une véritable police sociale est en train de se mettre en place pour contrôler cette population, qui a tendance à ne plus avoir de repères.

Ce contrôle politique peut être direct, comme l'interdiction faite de mendier dans certaines communes, l'interdiction pure et simple aux S.D.F. de se trouver dans certains endroits - jardins publics, sorties de messes, métro, etc.

De nombreux maires ont pris des arrêtés visant à limiter, voire interdire, la mendicité dans leur ville :

- Perpignan, Jean-Paul Alduy (U.D.F.-C.D.S.),
- Carpentras, Jean-Claude Andrieu (U.D.F.),
- Angoulême, Georges Chavannes (U.D.F.-C.D.S.),
- Toulon, Jean-Marie Le Chevalier (EN),

- La Rochelle, Michel Crépeau (RADICAL),

- Mende, Jean-Jacques Delmas (U.D.F.-RADICAL),

- Tarbes, Raymond Eraçaret (P.C.F.),

- Valence, Patrick Labaume (R.P.R.),

- Pau, André Labarrère (P.S.),

- Avignon, Marie-Josée Roig (R.P.R.).

On voit que tout l'éventail politique est représenté...

Le contrôle politique peut être aussi indirect, en tolérant certaines formes de criminalité parce que c'est un moindre mal dans des banlieues « sensibles ». Des quartiers entiers ont en effet une économie presque entièrement fondée sur le trafic de drogue. Quelques dealers assurent ainsi la survie de plusieurs centaines de familles, mais aussi de plusieurs dizaines de commerces. Le taux de paiement des loyers H.L.M. est directement lié à la situation de ces dealers, selon qu'ils sont en tôle ou non.

Liquidier le trafic aboutirait à la paupérisation totale de ces familles, à la fermeture des commerces et à la transfor-

mation de ces populations en classes réellement dangereuses. Les autorités - Préfectures, Mairies, D.D.A.S.S., police, etc. - le savent fort bien. L'essentiel est que cette situation reste contrôlée. Le pouvoir peut parfaitement s'accommoder de l'insécurité, pourvu qu'elle reste cantonnée aux classes inférieures et qu'elle ne menace pas l'ordre social établi.

Dans le registre de la chasse aux pauvres, les RMistes sont particulièrement visés. Le R.M.I. est perçu par beaucoup de gens comme une libéralité injustifiée accordée à un trop grand

nombre de chômeurs. Les documents de l'O.C.D.E. recommandent de façon lancinante que les revenus sociaux minima doivent être nettement inférieurs aux salaires les plus bas afin de ne pas inciter les chômeurs à préférer cela au travail. Les RMistes sont présentés comme des paresseux, et culpabilisés. Alain JUPPÉ, sur TF1, présente le R.M.I. comme « Une sorte de prison sans barreaux qui ne permet pas d'insérer, qui démobilise et n'incite pas au travail ». Aussi, un mois plus tard, annonce-t-il la constitution d'une mission parlementaire chargée de « Chasser les abus et les gaspillages : fraude au R.M.I., immigration illégale, faux chômeurs, travail clandestin ». C'est, dit-il « la contrepartie des efforts demandés aux plus aisés », c'est-à-dire les travailleurs qui ont un emploi, pas les patrons...

Eric Raoult, le ministre de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion condamné, le 27 juin 1995, les « jeunes qui attendent d'avoir 25 ans pour faire des démarches en vue d'obtenir le R.M.I. sans essayer de chercher un emploi ». Il faut, dit-il encore, « Casser la culture du R.M.I., culture de l'inactivité ». Alain Madelin ne pouvait évidemment pas manquer de s'exprimer sur ce registre ; le 24 août, sur Europe 1, il s'interroge : « Est-il normal (...) qu'une famille avec deux enfants, au R.M.I. et avec l'ensemble des prestations sociales, gagne plus que, sur le même palier, la famille où l'on se lève tôt le matin, on rentre tard le soir, après une journée épuisante et pour gagner le S.M.I.C. ? ». Dans une telle phrase s'exprime toute l'arrogance des membres de la classe dominante. C'est en effet là une critique à peine implicite



Qu'est-ce que le prolétariat ?

Pierre Besnard écrit dans Les syndicats ouvriers et la révolution sociale : «... l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs - qu'il travaille ou non avec sa famille - l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : le prolétariat. »

Le terme « prolétaire » peut aujourd'hui faire sourire : tant pis. Disons qu'il désigne ceux qui produisent les richesses et qui n'en bénéficient pas, ou peu. Il désigne aussi ceux qu'on écarte du droit de produire : chômeurs, paysans expulsés. Il désigne ceux qui n'ont aucun pouvoir. Il désigne enfin ces millions d'hommes qu'on a envoyés sur tous les fronts s'entre-tuer alors qu'ils n'avaient aucune raison de le faire, ces millions de femmes, d'enfants, qui meurent pour la raison d'État ou les parts de marché que se disputent les multinationales. Autrement dit, les damnés de la terre, qui sont légion, contrairement à ce que certains veulent faire croire, et dont le nombre va croissant.

Le prolétariat au sens où l'entendait la C.G.T.-S.R. couvrirait aujourd'hui plus de 75 % de la population française, si on ajoute aux actifs salariés les chômeurs, les retraités et une bonne partie de la paysannerie. Les actifs salariés représentent 22 millions de personnes, dont 1,7 million travaillent pour l'État ; 1,4 million pour les Collectivités Publiques. (S.N.C.E. : 192 000 ; R.A.T.P. : 22 000 ; La Poste : 300 000 ; E.D.F.-G.D.F. : 145 000 ; enseignants : 1,5 million ; hôpitaux : 1 million).

fran
énor
salai
tion
tion
vieil
R.M
La
ici vi
bue à
cient
L'U.
4,9 n
en 19
ment
des

Mardi
fondat
lutte
sonné.
Déjà n
depuis
sécurité
Cet évé
les vi
l'enco
pour la
Il faut
homos
préten
Le Cer
person
ce fait
en s'ov
mobilis
souven
tées, e

E
physiqu

Baisse du coût du travail... (suite)

francs, à ce niveau de revenu, c'est énorme. De plus, le SMIC, qui est un salaire, implique le versement de cotisations qui donnent droit à des prestations sociales telles que l'assurance vieillesse, ce qui n'est pas le cas du R.M.I.

La fraude aux aides sociales, qui est ici visée, et dont la dénonciation contribue à culpabiliser ceux qui en bénéficient, est en réalité extrêmement faible. L'U.N.E.D.I.C. révèle ainsi que sur 4,9 millions de chômeurs indemnisés en 1993 en France métropolitaine, 1 570 (soit 0,03 %) ont perçu indûment des allocations qui, dans 39 % des cas, n'ont pas dépassé

10 000 F. L'U.N.E.D.I.C. précise encore à ce sujet : « L'opération menée en 1993 étant la première du genre, il est compréhensible qu'elle mette en évidence des indus particulièrement importants ». On pourrait sans risques parier que plus de 0,03 % d'hommes politiques ont perçu des sommes indues...

En ce qui concerne le R.M.I., l'Inspection Générale des Finances révèle que d'octobre 1994 à février 1995, 0,9 % des RMIstes l'ont perçu indûment et précise, à propos de cette fraude que « Son impact financier global reste limité » : si la lutte contre la fraude peut « permettre de

réaliser des économies », « Il ne paraît pas vraisemblable d'en attendre une diminution significative du nombre des allocataires ». Une note interne de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales fait remarquer que les indus (trop perçus) et les rappels (moins perçus) sont essentiellement liés aux déclarations erronées des allocataires qui « S'expliquent par le caractère extrêmement complexe des conditions d'attribution du R.M.I., complexité très difficile à saisir par les intéressés pour qui les démarches administratives paraissent opaques ». L'« Instabilité de la situation financière et familiale des bénéficiaires du

R.M.I. » est aussi un facteur d'erreurs. La C.N.A.F. estime à seulement 1 % du coût total du R.M.I. la différence entre les indus et les rappels.

Quant aux chômeurs - surtout immigrés - qui vivraient dans le luxe grâce au cumul de leurs indemnités de chômage et du travail au noir, 16 000 personnes ont fait l'objet en 1995 de procès-verbaux pour travail illégal; 1,1 % d'entre-elles percevaient des allocations de chômage : 70 % d'entre-elles étaient françaises...

Il est évident que ces dérives antipauvres visent avant tout à faire plaisir à tous ceux qui, par idéologie, sont opposés aux aides et subventions, sauf évi-

demment celles qui bénéficient aux patrons. Elles servent aussi à masquer l'implication des hommes politiques ou des hommes d'affaires dans d'innombrables scandales financiers. Enfin, elles permettent d'évacuer d'autres fraudes, jouant sur des sommes autrement plus importantes, notamment la fraude fiscale, dont l'évaluation se situe entre 125 et 370 milliards de francs, dont la plus grande partie est imputable aux entreprises.

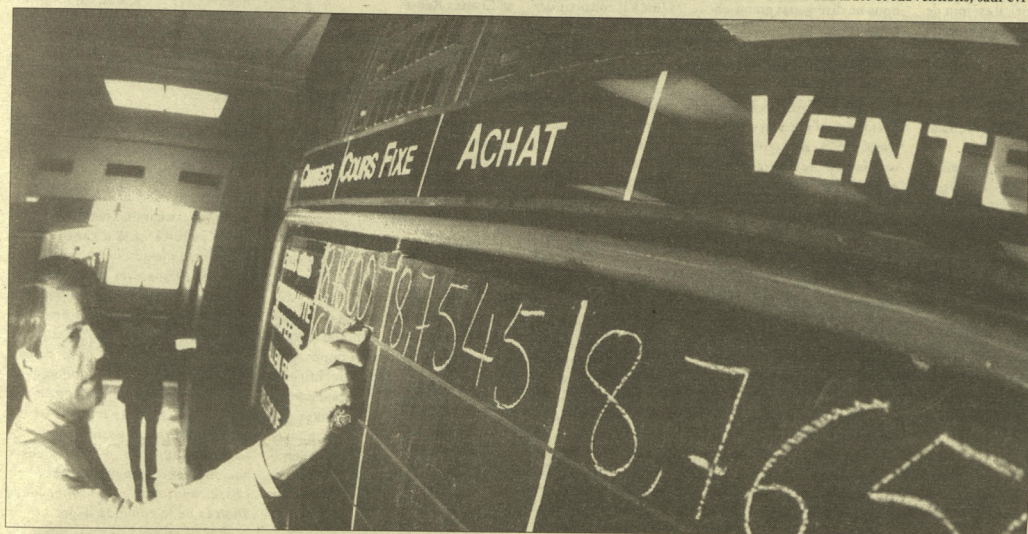
En dépit des discours politiques visant à endormir les masses, il n'y a aucune chance qu'avec les politiques économiques actuelles on puisse espérer une résorption du chômage. Au contraire, une masse de plus en plus grande d'hommes et de femmes dans les pays industriels vont se trouver exclus de toute possibilité de s'inscrire dans les rapports capitalistes, dans le rapport salarial, parce que c'est dans la nature même du système d'éjecter le travail vivant.

Un nombre croissant de personnes ressentent cette irréversibilité. Le magazine La Rue révèle que 53 % des Français ont peur de devenir exclus - le pourcentage monte à 60-70 % chez les moins de 50 ans et se situe à 58 % chez les salariés du secteur public. La vraie insécurité, c'est là qu'elle se manifeste...

L'accumulation du capital se poursuit avec une classe ouvrière amoindrie et affaiblie d'une part, une masse croissante d'exclus de l'autre : c'est cela l'image du capitalisme qui est en train de se mettre en place.

C'est là en réalité la véritable image du capitalisme.

René Berthier



Algérie : un militant homosexuel arrêté

Mardi 10 septembre 1996, Laïche Faysal, vingt-trois ans, fondateur du mouvement SOS Tolérance (association de lutte contre l'intolérance) vient d'être arrêté et emprisonné.

Déjà menacé par les mouvements intégristes, il était depuis plusieurs mois pourchassé par les forces de sécurité algériennes.

Cet événement dramatique met de nouveau en évidence les violences quotidiennes exercées en Algérie à l'encontre des femmes et des hommes qui se battent pour la tolérance et le respect des droits de l'homme.

Il faut savoir que Faysal, comme de nombreux homosexuels persécutés à travers le monde, ne peut prétendre, en France, à un statut de réfugié.

Le Centre gai et lesbien se veut solidaire de toutes les personnes victimes de l'intolérance et de l'exclusion, que ce soit dans le cadre du combat actuel, mené en France, en faveur des sans-papiers (vis-à-vis desquels le CGL se mobilise depuis plusieurs mois) ou dans les cas trop souvent oubliés des personnes rejetées, voire persécutées, en raison de leur orientation sexuelle.

En Algérie, l'existence des gais, particulièrement dans les quartiers populaires, se trouve doublement menacée. Ils sont d'abord littéralement pourchassés par les terroristes qui estiment qu'ils doivent être physiquement éliminés parce qu'ils représentent une offense :

depuis le début de la vague de violence inouïe qui s'est abattue sur le pays, beaucoup de gais algériens ont ainsi perdu la vie. Après avoir été « condamnés à mort » par des groupes armés, ils ont été enlevés puis assassinés.

D'autre part, les gais risquent à chaque instant d'être emprisonnés par les autorités, puisque la loi algérienne considère toute pratique ou conduite homosexuelle comme un délit : l'article 338 du code pénal expose toute personne ayant une attitude homosexuelle (sic!) ou supposée telle (resic!) à une peine de prison allant de deux mois à deux ans. A l'abri de cette disposition légale, les forces de sécurité justifient les pires violences.

C'est dans cette situation que se trouve actuellement Faysal. Âgé de vingt-trois ans, étudiant, Faysal vivait avec sa famille dans un quartier populaire de la banlieue d'Alger, un de ces quartiers où la population subit aussi bien les terroristes que l'armée ou les forces de sécurité qui arrêtent et emprisonnent aveuglément.

Frappé dans un commissariat

Gai, Faysal affirme avec courage sa personnalité. Il correspond avec de très nombreuses associations à travers le monde (dont le Centre gai et lesbien de Paris) et aide de nombreux Algériens à lutter contre l'intolérance et à acquérir une identité. En mars dernier, il décide de monter une association dont les objectifs sont, pour des raisons légales évidentes, de lutter contre toutes les formes d'intolérance sociale et morale ainsi que, dans cet esprit, de participer activement à la lutte contre

le sida. Ses coordonnées paraissent même dans le guide gay international « Spartacus » 1996-1997.

Le 8 mai 1996, l'armée tire sur Faysal, à proximité de son domicile. Heureusement indemne, il est interpellé. On le conduit dans un de ces commissariats, redoutables dont l'objet est « la lutte contre le terrorisme ». Il est, des heures durant, insulté, menacé de viol, frappé. Ce dans le but de lui faire avouer son homosexualité. Son courrier personnel, celui de l'association, sont saisis, lus et détruits; les revues de lutte contre le sida sont aussi détruites, accusées d'être « pornographiques ». On lui arrache ses bagues, sa médaille, sa boucle d'oreille. Il échappe à la prison mais, depuis lors, ses déplacements sont surveillés, sa boîte postale contrôlée. Il a été de nombreuses fois convoqué au commissariat, a reçu à diverses reprises des menaces écrites. Il risque à tout moment une nouvelle arrestation qui le conduirait en prison.

Les menaces contre la vie de Faysal sont réelles et chaque jour plus précises : il s'est résigné à abandonner son quartier, sa famille, ses études, pour se cacher dans des hôtels. Il survit avec l'aide financière que lui fournit son ami français, aide d'autant plus nécessaire que Faysal souffre de problèmes rénaux.

N.B. - Le 10 septembre, Faysal a été arrêté en tentant de se rendre en Tunisie (dans l'espoir de rejoindre la France) afin d'échapper aux menaces dont il fait l'objet.

Informations transmises par le Centre gai et lesbien.

LECTURE

LIBERTAIRES ET « ULTRA-GAUCHE » CONTRE LE NÉGATIONNISME

VOICI L'HISTOIRE : dans les années 80, un tout petit groupe de pseudo-intellectuels-prolétaires, grands donneurs de leçons en matière de révolution, s'est pris les pieds dans sa dialectique sur la question des chambres à gaz. Comment des révolutionnaires « radicaux » se sont retrouvés plus ou moins (parfois plus, parfois moins) impliqués dans le délire négationniste, comment aussi les plus lucides ont su ne pas s'y enfermer, c'est ce que raconte la brochure « Libertaires et « ultra-gauche » contre le négationnisme » qui vient de sortir aux éditions Reflex (1).

Si ces tribulations d'ultra-gauchistes (qui du reste nous détestent cordialement) peuvent à première vue nous laisser indifférents (et même peut-être nous divertir), il est tout de même nécessaire de s'y arrêter, pour au moins deux raisons : la première, c'est que l'argumentation pseudo-révolutionnaire qui a mené les plus atteints de la critique « radicale » à l'alliance objective avec les néo-nazis ne comportait pas que des aneries ; la seconde, c'est la constatation que ce type de dérive a pu fonctionner, même marginalement, chez certains libertaires.

Il faut donc saluer la parution de cette brochure concise, bien écrite et solidement argumentée. Elle est aussi d'un prix abordable, et présente l'avantage supplémentaire de faire la part des choses dans un contexte où l'émotif a souvent tendance à prendre le pas sur la réflexion. Elle mérite donc d'être lue, même et surtout en dehors des cercles des semi-initiés, par tous ceux qui veulent une information circonstanciée sur le sujet (en complément de l'indispensable recueil « Les Assassins de la mémoire », de Vidal-Naquet).

Cette brochure collective s'ouvre, après une préface de Gilles Perrault, sur un bref historique du négationnisme, de Rassinier à nos jours. Elle se poursuit par une analyse impitoyable, signée Lavacquerie, du processus permettant, à partir d'une analyse de la Seconde Guerre mondiale pas plus stupide qu'une autre (quoique parcellaire), la dérive d'une nébuleuse groupusculaire repliée sur elle-même vers un certain dandysme radical. Cet article retrace l'évolution pitoyable de la librairie « La Vieille Taupe » et les déchirements, parfois les

tergiversations des ultra-gauchistes. Elle montre enfin la longue marche qui a conduit une fraction (Guionnet, Guillaume) à finalement frayer avec des nazillons, la plupart réussissant toutefois à sauter du train en route, et à couper définitivement les ponts avec le négationnisme.

Suit une analyse lucide et raisonnable de Serge Quadruppani, l'un des premiers à s'être démarqué de la Vieille Taupe (quoique non sans ambiguïtés) sur son parcours personnel. Il est agréable de constater que Quadruppani, surtout connu jusqu'alors pour ses sermons et ses jugements sans appel (notamment à notre égard), peut avoir aussi le sens de la nuance. On se plaît à penser qu'il en fera usage à l'avenir.

Sur l'article « Bilan et contre-bilan » de Gilles Dauvé, nous ne dirons pas grand-chose. Même s'il contient des remarques pertinentes, il illustre spectaculairement le peu de points communs entre la manière de voir d'un ultra-gauchiste (Dauvé) et celle d'un anarchiste (le rédacteur de cette note).

De même, l'article « Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis », (qu'on a pu lire dans le ML au printemps 1992) : si ce texte est important dans la mesure où un certain nombre d'ultra-gauchistes « en vue » s'y sont situés nettement et publiquement contre le négationnisme, on n'y retrouve que trop cette logorrhée qui, prise au piège de ses effets de manche et de ses paradoxes, a pu amener des Guillaume à soutenir des Faurisson au nom de la révolution prolétarienne !

Les réticences qui précèdent n'ôtent d'ailleurs rien à l'opportunité de publier les textes en question : cette brochure n'est pas un catéchisme, mais une confrontation d'argumentations sinon toujours convergentes du moins utiles à lire (quitte à se démarquer de certaines d'entre elles). Dans leur excellent conclusion, les éditions Reflex écrivent : « Nous avons voulu aller au-delà de la dénonciation et des assimilations simplistes, pour porter la critique à la racine des conceptions politiques et théoriques de cette dérive. »

Il fallait le faire. C'est fait. Et c'est bien fait.

François Coquet

(1) en vente à la librairie du Monde libertaire

NEO-ZAPATISME S'ABSTENIR !

« **C**ELUX QUI SONT PRETS À accepter pour d'autres ce qui leur paraît inacceptable ne sont pas loin d'accepter l'inacceptable ».

Cette courte phrase extraite du petit opuscule édité chez *Ab Irato* et intitulé : *Au delà des passe-montagnes du sud-est mexicain*, illustre à mon sens toute la teneur de cette critique du mouvement EZLN, faite par Sylvie Deneuve, Marc Geoffroy et Charles Reeve.

La formulation de cette critique prend, dans ces courts textes (plus précisément dans la présentation générale) la forme de l'interrogation. Interrogation, sur la signification du soutien plus ou moins explicite de la mouvance libertaire à cette Armée zapatiste de Libération Nationale, qui ne serait que le « révélateur de la crise (...) de larges secteurs du milieu libertaire incapables de défendre les positions internationalistes face aux conséquences de la globalisation capitaliste » et qui, fonce dans le brouillard des plus épais, de la première lutte armée qui se présente sans en disséquer le contenu idéologique (foncièrement en opposition avec les conceptions libertaires), ainsi que les tenants et aboutissants.

Mais « comment peut-on se lancer naïvement dans le soutien à un mouvement qui véhicule des valeurs identitaires et patriotiques aujourd'hui au cœur des dérives les plus barbares du monde ? » (1).

Au travers d'une analyse historique des conditions économique-politiques et culturelles, qui ont fait du Chiapas la poudrière du Mexique, les auteurs replacent l'EZLN, dans le processus de décomposition des communautés indiennes : en critiquent le paradigme idyllique « démocratique », sa manipulation par les avant-gardes, comme modèle mobilisateur et organisationnel, ainsi que le manque de perspectives (au niveau de la lutte et de ses objectifs) résultant de son isolement et de sa spécificité.

L'analyse ne s'arrête point là. Fort intéressant est la recherche du lien idéologique et pratique entre l'implantation dans les années soixante-dix de groupes maoïstes flirtant avec l'Église et la théologie de la libération et Marcos : cyber-figure controversé par ses déclarations nationalistes et avant-gardiste, et définitivement enfoncé par les commentaires religieux et machistes de ses commandants et autres acolytes, qui nous font nous interroger (et c'est une euphémisme).

Que veut EZLN devenu FZLN ? « Prendre une place dans le vide politique existant à gauche du PRD ? »

Le décryptage effectué, dense d'analyses, donnera sans doute quelques pistes de réponses et suscitera certaines réactions dans notre faune libertaire. Bien évidemment, les auteurs ne nient en aucun cas la révolte et la « rage » de la population mexicaine, et précisent : « que les perspectives révolutionnaires se situent plus dans leur capacité à s'affranchir du contrôle des organisations bureaucratiques anciennes (...) et nouvelles (...) ». Ainsi, « qu'ils s'engagent dans des actions autonomes et indépendantes et l'écart s'approfondira entre leurs propres intérêts et les nationalistes de ces partis et organisations. Ce jour-là, on verra les vieux caciques et les nouveaux chefs en passe-montagne rapprocher leurs chaises de la table de négociations pressés de rejeter les exigences « irréalistes » des jeunes sous prolétaires révoltés ».

Paulo
(Groupe Louise Michel)

(1) Les auteurs citent, page 23 de la brochure, l'interview de Marcos. La *Jornada Mexico* 25-27 août 1995 repris dans *Solidarité Chiapas* n° 2, Paris, septembre 1995 qui en tant qu'anarchiste, donc internationaliste, discrédite totalement EZLN.

Ce fascisme qui vit encore...

Après avoir torturé, mutilé, bastonné à mort, déporté, fusillé, gazé et puis brûlé dans les fours crématoires, le fascisme aujourd'hui, dans nos saintes démocraties, poursuit les militants en justice et s'arroge le droit d'interdire de le nommer par son vrai nom. Messieurs les fascistes, on n'a pas attendu vos interdits pour écrire que le fascisme était et demeure innommable. Ainsi que leurs leaders. Ce qui restera de tout temps innommable, c'est le charnier toujours renouvelé qu'il ne manque jamais de nous léguer. D'Auschwitz à Guernica en passant par les géôles africaines et nord-africaines d'après-guerre jusqu'au Chili, de l'Argentine aux derniers villages de Tchétchénie. Si le nom de la ville basque rasée par la légion hitlérienne Condor sur ordre de Franco

ne suffit pas à décrire l'innommable, regardons le tableau de Picasso qu'un fasciste français qualifiera peut-être de « détail » pictural. Car le fascisme ne se contente pas de « peu », il veut l'anéantissement total, la solution finale.

Du temps d'Hitler, les sbires galonnés et bottés se réclamaient d'un élitisme civilisé. Ils reçurent pour cela la bénédiction papale. Aujourd'hui, le sbire en chef français que je nommerai, par décence, l'Innommable, veut agir sous le couvert de la démocratie civilisante. Il est vrai qu'il peut y puiser, de sa main gantée, des éléments de combat propres à l'émouvoir : des cellules insonorisées, des gégènes, des balles dans la nuque des détenus, des charters d'immigrés, des lance-flammes, des bombes atomiques ou à neutrons, des matraques électriques et même des

jets de gaz sur des bébés maliens réfugiés dans l'église de Saint-Bernard. Sans compter le nombre de rangiers qui écrasèrent le Comité de Soutien assis pacifiquement devant l'église. Car ce détail sera sans tâche. Contrairement aux S.S. qui marchaient sur les juifs et autres détenus politiques entassés dans les cabanons des camps de concentration, leurs rangiers n'avaient pas de clous. Sans tâche donc, veillons à leur propreté républicaine.

En attendant qu'une justice nous permette d'imprimer clairement ce que nous pensons de la théorie et de l'action du fascisme en nous laissant le droit de nommer l'Innommé, n'oublions pas que le fascisme n'est pas mort. A mon très grand regret.

Joaquim Lopez
(F.A. d'Ariège)

A LA PETITE SEMAINE

Ô race! ô désespoir!

Il est indéniable que l'impression dominante, à la vue d'un borgne haineux préférant à chacune de ses apparitions des beuglements de rhinocéros en rut, est qu'on se trouve là en présence d'un spécimen d'une race supérieure.

D'ailleurs, se glorifier de son appartenance passée à la catégorie des tortionnaires, passer par profits et pertes du « détail » les millions de victimes d'un idéal semblable au sien, multiplier les gestes et mouvements de double menton mussoliniens, émettre en continu des gueuletons dictatoriaux pleins de bile et de rancœur fielleuse, d'exclusion, de mise au pas, voilà en général ce que l'intelligence sensible œuvrant à plus de convivialité et de bien-être partagé attend de l'individu évolué au sein de l'humanité pensante.

Le pouvoir absolu et sa conquête, monstruosité meurtrière, donnent régulièrement naissance à de prétendues races prépondérantes, à des figures charismatiques, élites, aristocraties et autres avant-gardes autoproclamées, par là même illégitimes et ridicules. A l'étal des bouchers, il est aussi certains jambons qui s'affichent de qualité supérieure. C'est curieux cette manie, chez les porcs, de se croire au-dessus des autres...

Floréal

abonnez-vous! abonnez-

Fête du C.A.E.S.

Cette année, le CAES (Centre autonome d'expérimentation sociale) de Ris-Orangis prend sa quinzième ride et comme chaque année il persiste, envers et contre tout, à fêter son existence.

Les festivités, pour la première fois dans l'histoire du lieu ne débiteront pas dans son enceinte mais sur la R.N. 7 (place Jacques-Brel) où sera inaugurée la cocotte monumentale de Paul Sévêhon.

C'est de retour au CAES que le public aura le plaisir de découvrir et d'apprécier, deux jours durant, les concerts, les spectacles (pour petits et grands), les expositions...

Fête du CAES les 21 et 22 septembre. 1, rue E. Bonté, 91130 Ris-Orangis.

Inauguration de la cocotte monumentale le samedi 21 à 15 heures, place Jacques-Brel.

Jérusalem : une occupation gravée dans la pierre ?

Ce film révèle les différentes stratégies utilisées par les autorités israéliennes depuis 1967 pour interdire aux Palestiniens l'accès à leur ville. Le documentaire, réalisé par Marty Rosenbluth et produit par le Mouvement palestinien pour le droit au logement (1), montre que les mesures répressives à l'encontre des Palestiniens se sont encore multipliées depuis les accords de paix de 1993. « Le gouvernement israélien de façon cohérente, systématique et planifiée, depuis trente ans, désarabise ou dépalestinise Jérusalem : par les confiscations des terres, par les plans de développement, par les colonies, mais aussi par toutes les lois de résidence. »(2)

Chroniques rebelles

- (1) Mouvement palestinien pour le droit au logement (MHRM). PO BOX 20560, Jérusalem..
- (2) Michel Warszawski, Alternative Information center (AIC). PO BOX 31417 Jérusalem.

**Projection vendredi
27 septembre à 19 h 30 à la
librairie du Monde libertaire**

RADIO LIBERTAIRE

L'émission « Chronique syndicale » reçoit samedi à 11 h 30 Jean Lojkin à propos de son livre « Le tabou de la gestion. La culture syndicale entre contestation et proposition. »

A 12 h 30 : le point sur la rentrée scolaire avec des militants de SUD, de la CNT et de la FSU.

Un Verdun spatial

Il est rare qu'un film de science-fiction soit aussi un film antimilitariste, c'est pourtant le cas de *Planète hurlante* (en américain : *Screamers*).

Une entreprise minière possède une planète, les mineurs se révoltent contre leurs conditions de vie. En somme, un Chiapas dans les étoiles.

Les mineurs rebelles inventent une arme (un petit robot très aiguë) pour combattre les soldats dirigés par l'entreprise minière. Et ça marche... trop bien.

Du coup, les généraux - sur Terre - laissent la guerre s'enliser et les massacres continuer. Il ne reste plus aux soldats (patronaux et rebelles) isolés sur la planète qu'à essayer de mettre la crosse en l'air et de rompre les rangs.

Ce film, tiré d'une nouvelle de Philip K. Dick, est imprégné d'une atmosphère de guerre froide transposée dans une ambiance science-fiction. De ce côté-là, malgré un petit budget, on est bien servi : décors, effets spéciaux, technologie futuriste, etc. En plus, l'histoire tient la route et les acteurs aussi.

C. Naturel

Des voix pour l'automne

Avec les feuilles mortes de l'automne, reviennent les mots et les voix que l'association « Mots et Musiques » sait accrocher à nos oreilles depuis quelques saisons. Les animateurs de cette bulle d'air ne patagent pas dans les avenues arrosées du show-biz mais s'aventurent plutôt du côté de ces petits chemins où quelques artisans travaillent de leur voix.

Dès le 30 septembre, on rebranche les micros et le public va revenir dans ces lieux où l'on peut encore entendre ces auteurs et/ou interprètes que les quotas n'ont pas imposé aux radios commercialement « libres ».

C'est Nathalie Solence qui inaugure cette nouvelle saison. Avec une fleur à la gueule et l'œil andalou, accompagnée par Claude Gaisne à la guitare et Gabi Levasseur à l'accordéon, elle viendra dire, sur la scène du Théâtre Clavel, ce monde où gronde la révolte.

Le 2 octobre, c'est à la salle des fêtes de Sevrans où se retrouveront les amoureux de la chanson pour une grande soirée avec Lulu Borgia, Bernard Haillant, Marc Robine, Sabine Viret, Marie-Josée Vilar et Zaniboni.

Les Belles Lurette (Mathilde Braure et Martine Delannoy) investissent le 21 octobre le Théâtre Clavel pour un spectacle tout en voix et en accordéon. Et du 23 au 26 octobre, c'est Sabine Viret

qui occupera, elle, « Le Loup du faubourg », rue de la Roquette, pour quatre soirs. Une balade sur les bords de la Méditerranée, quelque part au soleil et pas très loin de chez Lluis Llach, Paco Ibañez et Théodorakis.

Voilà quelques rendez-vous qui vont déjà faire chanter votre agenda...

Lundi 30 septembre : Nathalie Solence au Théâtre Clavel à Paris.

Mercredi 2 octobre : Borgia, Haillant, Robine, Viret, Vilar et Zaniboni à la salle des fêtes de Sevrans.

Lundi 21 octobre : Les Belles Lurette au Théâtre Clavel.

Du mercredi 23 au samedi 26 octobre : Sabine Viret au « Loup du faubourg » dans le 11^e (M^e Bastille)

Le Théâtre Clavel se trouve : rue Clavel, dans le 19^e (M^e Pyrénées).

Les spectacles ont lieu à 20h30.

Renseignements/Réservations au : 43 84 70 04.

Tous ces spectacles sont organisés avec la complicité de Radio Libertaire.

Pascal Didier

Rencontre avec Jean-Marc Manach

JMM : J'avais 16 ans, quand j'ai fait mon premier film : c'était une vidéo parce que j'avais à ma disposition une caméra vidéo, je ne me suis pas posé la question du cinéma. J'ai continué avec des courts et des moyens métrages jusqu'à ce qu'en 1993, il y ait eu Human Bomb. Erick Schmitt avait 17 ans en 68. Il s'était engagé dans l'armée. Il allait donc à rebours des activistes, des utopistes, etc., et 25 ans après il s'attaquait aux gamins, il faisait tout pour « être suicidé », pour devenir une sorte de martyr social. Lorsqu'un cinéaste a annoncé à Cannes à grand fracas qu'il allait en faire un film à l'américaine, j'ai lancé un collectif. 50 personnes y ont participé. 3 films ont été réalisés : celui de Guissain, produit par Merjowski, celui d'Hanoun, et le mien. Il dure 2 heures, il est influencé par l'art vidéo, l'expérimental, le documentaire aussi : c'est une sorte de « mix » qui ne correspond à rien de ce qui existe ; donc il a été diffusé à l'emporte-pièce.

ML : Comment définirais-tu la situation actuelle de la création indépendante ?

JMM : C'est une logique de survie, un patchwork d'énergies éparées. J'ai l'impression qu'une nouvelle énergie commence à poindre. 20 ans après 68, avec ce qui s'est passé dans le cinéma, il y a forcément un retour de bâton, parce qu'on ne peut pas se contenter du rien. J'estime que les années 80 c'est un peu rien. J'ai grandi sur du rien, et quand on grandit sur

du rien, on a envie qu'il y ait quelque chose, donc on est obligé de le créer. Le terrain est favorable, et au niveau politique c'est pareil. Il y a une radicalisation assez poussée de pas mal d'entre nous. Cette énergie naît d'une réaction au négatif, mais j'ai l'impression que ça commence à vouloir bouger.

ML : Comment as-tu réagi face à cette situation ?

JMM : Ma première réaction a été de participer à la création d'une revue, l'Armateur nous voulions dire que le cinéma n'est pas seulement du cinéma narratif en salle : nous parlions d'expérimental surtout, mais aussi d'art vidéo, de documentaire. Puis j'ai rencontré Marcel Mazé, le directeur du festival de Hyères lors des années 70, et nous avons organisé des projections mensuelles à Confluents. Plus que de créer un lieu pour diffuser des films qui ne peuvent l'être autrement, ce que nous voulons, c'est montrer une nouvelle façon de programmer les films. DCA est la seule association indépendante qui revendique cette ouverture du cinéma à tous les genres. Nous voulons lancer des passerelles pour que ces réseaux différents se croisent. C'est ainsi que l'Agenda est né. J'ai fait ce que je faisais depuis des années de façon informelle : je n'arrêtais pas de dire aux gens, il y a une projection « à telle heure tel endroit », et je pensais qu'il fallait absolument qu'il y ait un agenda mensuel

de toutes les projections. Malheureusement l'agenda ne pouvait pas être mis en vente en librairie, parce que c'était photocopié, etc. Il ne fonctionnait que sur les abonnements : 30 F pour un an. Au bout d'un an nous avions 50 abonnés. Je ne dis pas que 50 personnes ce n'est rien, bien sûr, mais j'ai pensé : « Si je veux faire correctement ce travail de diffusion de l'information, qui est l'un des principes de base de l'économie actuelle, il faut créer un agenda gratuit qui puisse être disponible plus facilement. C'est ainsi que le spectateur pourra circuler car s'il reste figé face à une forme donnée, ni lui ni la forme ne bougent : c'est mort. »

Michèle Rollin

Les projets :

Journal gratuit : n° 1 novembre
Revue critique et théorique à parution alternative. Rétrospective de Hyères (expérimental) et forum, par DCA.
Contact : DCA : 25 rue Caumartin 75009
L'agenda est sur Nirvanet. www.Nirvanet.FR

RECTIFICATIF

Un « bourdon » s'est glissé dans l'article intitulé « Les chemins de Vichy ».
Il fallait lire : **une pensée autoritaire se développe, de plus en plus antisindicaliste, de plus en plus xénophobe, de plus en plus raciste**, et non « une pensée autoritaire se développe de plus en plus antisindicaliste. »

**La Fédération anarchiste appelle
– avec 64 organisations – à une manifestation
nationale à Paris, place de la République,
à 13 heures, le 22 septembre.**

- Pour la séparation des Églises et de l'État
- Contre le financement public du voyage du pape
- Contre le retour de l'ordre moral.

Souhaitons la malvenue au pape (suite)

IL EST CERTAIN qu'il nous manquera Karol. Depuis de nombreuses années, il ne pouvait pas dire une messe, s'adresser à ses ouailles, faire part de ses réflexions, sans s'empêcher de dire un morceau de conneries. Le rôle de la femme, la punition divine promise aux homos, la contraception, la sexualité, pour ne citer que ses prises de position les plus célèbres. Il a aussi réhabilité (à la fin du XXe siècle) des concepts que l'on avait perdu depuis le moyen-âge : les bûchers, l'enfer, l'immaculée conception... Bref, nous les bouffeurs de curés viscéraux, nous ne pouvions pas espérer mieux comme épouvantail.

On ne veut plus de curés du tout!

Seulement réduire l'offensive clérical à la personnalité de Jean-Paul II est une grave erreur. Certains veulent nous faire croire qu'il représente l'image la

plus caricaturale de l'église. C'est faux! Nous n'oublions pas les cinémas qui ont brûlé (en France) parce qu'ils projetaient un film jugé obscène par les catholiques; les évêques africains qui brûlent sur place publique des capotes alors que l'épidémie de sida s'étend sur ce continent; les « dérapages » continus de l'Abbé Pierre; l'expulsion des sans papiers de l'église Saint-Ambroise; la protection des commandos anti-avortement; l'Opus Dei; l'action « humanitaire » de l'église au Rwanda; etc. La liste est trop longue pour continuer.

Les paroles spectaculaires de Jean-Paul II sont en fait soutenues par l'ensemble des religieux. C'est donc toutes les composantes de l'église qu'il faut combattre.

Combattre l'oppression qu'elle se trouve

Il est impossible de ne pas voir que la bataille contre l'ordre moral se livre à

l'échelle de la planète. Quand nous défilons à Tours, à Paris, nous nous battons aussi pour les femmes et les hommes qui subissent l'oppression en Algérie, à Varsovie, aux États-Unis, au Bangladesh. Nous dénonçons l'intervention concertée des religieux chrétiens et islamiques lors des conférences de Pékin ou du Caire contre la dignité des femmes.

Curés, imams, rabbins et gourous de toutes obédiences se partagent la planète pour nous imposer leurs morales, comme les multinationales se partagent nos richesses en nous exploitant.

Combattre les injustices sociales

Comment ne pas faire le rapprochement entre : la montée du chômage, la progression de la misère et l'offensive religieuse? Comment ne pas constater que l'incapacité des gouvernements à résoudre les problèmes sociaux est parallèle à la montée en puissance du cléricalisme. Afin de détourner l'opinion de leurs responsabilités, les gouvernements ont mis en avant des boucs émissaires : les immigrés (plus le chômage augmente, plus les élus votent des lois contre l'immigration). Mais ils ont pu aussi compter sur l'appui de l'église qui n'a pas cessé de prêcher la résignation et la soumission du consensus social.

Jean-Paul II fait l'apologie de la charité au moment où Juppé tente de supprimer la Sécurité Sociale. Les évêques appellent à prior fier de diminuer le chômage, au moment où la classe politique (gauche et droite confondues) nous répète inlassablement qu'il n'existe pas d'autre politique sociale, pas d'autre société possible.

Jean-Paul II et Chirac, plus généralement les églises et le capitalisme sont les deux faces d'un même projet basé sur la soumission, la résignation et l'exploitation. Voilà pourquoi les manifestations de Paris ou de Tours ne seront pas une fin, mais le début d'une reconquête laïque et sociale.

Wally (Relations Extérieures FA)

La baignoire de Clovis.

Rebondissement dans l'affaire du baptistère de Clovis. Celui-ci aurait été trouvé sous la nef de la cathédrale de Reims, là où devait se trouver, vers 496, une petite église mignonne comme tout.

Pour les croqueurs d'épîtres, la chose va de soit. Mais, voilà, il y a un problème mineur à considérer : juste à côté des cuves où fut trouvé le « baptistère », on trouve les vestiges des thermes gallo-romains de Reims...

On frémait à l'idée que le fameux baptistère ne soit qu'une fontaine ornementale indiquant l'entrée de ces thermes.

La datation devrait être bientôt achevée et comparée à la datation d'autres objets dont il est avéré qu'ils soient des netetés du cinquième siècle, mais, au dire de Walter Berry, l'archéologue qui dirige les opérations, « à défaut d'un témoignage comme celui d'une inscription, nous ne serons jamais sûrs, ni que le baptême eût bien lieu, ni à cet endroit. »

En effet, les datations ne pourront indiquer que l'ancienneté de l'objet, sa contemporanéité éventuelle avec Clovis, mais pas si l'individu Clovis a eu l'occasion d'y prendre un cheveux, un ongle ou d'autres choses d'ordre privé.

En admettant même que l'on puisse prouver que Clovis ait passé un moment dans cette cuve, rien ne nous permettrait de dire qu'il s'agissait de son baptistère plutôt que de sa baignoire ou de son caisson d'isolation sensoriel.

L'atèle
15 septembre 1996

Recueillement

Ça s'est passé un 10 septembre, en l'an de grâce 1538 dans la bonne ville de Toulouse. Frère Louis Rochette, inquisiteur de la Foi, moine jacobin, après avoir été promené en charrette dans les rues de la ville, fut brûlé comme hérétique sur la place du Salin à quelques mètres de la maison de l'Inquisition, sur ordre du parlement de Toulouse.

Cet homme de foi, inquisiteur de surcroît, s'était converti au protestantisme! Quelle idée! Et c'est ainsi que, plusieurs siècles avant l'arroseur arrosé des frères Lumière (qui eux n'étaient pas moines - note du copiste), on exécuta publiquement la scène du brûleur incendié, du crémateur carbonisé. En ce temps là, on n'y allait pas de main morte avec les barbeucs.

458 ans plus tard, le P.-D.G. de la S.E.C.S.A. (Sainte Église Catholique S.A.), fait une tournée de conférences dans notre pays. Le monopole de la foi s'est beaucoup ébréché et il faut aller au charbon pour maintenir un audimat qui, s'il est encore très élevé, doit faire face à une désaffection croissante pour les valeurs spirituelles. Les bouleversements de tous ordres vont bon train de par le monde et il faut veiller au grain si l'on ne veut pas être largué.

458 ans plus tard les anarchistes, anticléricaux idéologiques, ne pouvaient pas laisser passer l'occasion de rappeler que comme il y a quelques siècles,

lorsqu'on brûlait à plein bûchers les hérétiques et les sorcières, l'Église catholique continue à user et à abuser de son influence pour prêcher un ordre moral réactionnaire, totalitaire, voire suicidaire. Nous avons cependant bon espoir pour l'humanité car les odieuses campagnes contre le droit à l'avortement, tout comme les mises à l'index criminelles du préservatif (c'est pas là que ça se met, note du copiste), soulèvent de plus en plus d'indignation. Les nazillons et les intégristes de la foi auront beau s'agiter, il n'est plus question de les laisser faire, qu'ils aillent au diable et s'il n'y vont pas tout seuls...

Ne souhaitant pas être absents des manifestations antipapales de cette rentrée et partant du principe que même si l'heure est grave, il vaut mieux en rire qu'en pleurer, le groupe Albert Camus de la Fédération Anarchiste de Toulouse organise une cérémonie du souvenir à la mémoire des sorcières et hérétiques victimes de la barbarie religieuse et théologique. La cérémonie aura lieu vendredi 20 septembre entre 18 et 20 heures - Place du Salin, près de la Maison de l'Inquisition. Comme c'est un vendredi, nous prendrons un malin plaisir à manger du gras sans risquer de finir au bûcher! Si vous avez des religieuses, vous pouvez nous en apporter : nous adorons les pâtisseries!

Groupe A. Camus (Toulouse)

A G E N D A

jeudi 19 septembre

LYON : Le **café libertaire** rouvre ses portes à partir de 21 h (tous les jeudis entrée 19, rue Pierre-Blanc par l'allée)

MONTPELLIER : Souhaitons la malvenue au pape : débat à **L'antra anar, 5 rue Jeanne d'Arc à 20 h 30** avec la Libre pensée.

vendredi 20 septembre

FLORANGE : L'association Polar sur la ville est à l'initiative d'un bistrot littéraire qui se veut un lieu de prise de parole et d'échange(s). L'invité aujourd'hui est **Philippe Val**, rédac'chef de *Charlie Hebdo*. Rencontre autour d'un journal différent et de quelqu'un dont la plume libertaire et insoumise dénonce chaque semaine l'intolérable de ce monde.

Au cours de cette soirée, Philippe Val présentera en exclusivité son nouvel album solo et signera son nouveau livre. **20 h 30 au bar le week-end** (tél. : 87 63 31 02).

NANTES : Le collectif antipape de Nantes organise un rassemblement à **18 heures place Royale**. Il y aura ensuite une fête au Local, 16 rue Sanlecques, à 20 h 30. Et puis demain on ira à Tours...

PARIS : Le groupe Paris-sud de la FA organise une réunion-débat à l'AGECA, 177, rue de Charonne (XI^e) à 19 h 30.

Pape et SIDA par Act-up Paris ; **Église et sectes** par le réseau Voltaire ; **Femmes et religions** par le groupe Février de la FA ; **Anarchisme et religion** par le groupe Maurice-Joyeux de la FA. Le groupe André-Lorlot de la *Libre Pensée* ainsi que d'autres invités interviendront également lors de la soirée. Une table de presse, des rafraichissements et un espace pour les enfants sont prévus.

ROUEN : Le groupe FA appelle à une manifestation contre la venue du pape, les religions et l'ordre moral à **18 heures place de la cathédrale**.

MONTPELLIER : La coordination contre l'arrêté municipal antimendicité tiendra un débat public à **20 h 30 à la Maison des syndicats**.

samedi 21 septembre

MONTPELLIER : Le groupe de la Fédération anarchiste - avec le Comité de protestation contre les conditions de la venue du pape en France - appelle à manifester à **15 heures au Peyrou**. Et à 18 h 30, à L'antra anr, 5 rue Jeanne d'Arc, apéro de rentrée...

NIMES : Le groupe de la Fédération anarchiste du Gard appelle à un rassemblement à **16 heures place de l'Horloge**. Une remise collective de bulletins de débaptisation pourra être effectuée à l'évêché de Nîmes. Pensez à amener le vôtre!

PERPIGNAN : Le collectif perpignannais contre la venue du pape appelle à un rassemblement à **15 heures place Arago**. Ce sera entre autres l'occasion d'un renvoi massif de lettres de débaptisation.

TOURS : Le collectif contre la venue du pape à Tours organise une manifestation à **16 heures place Thiers**. Le groupe libertaire et Utopia vous invitent ensuite à un **concert avec René Binamé, salle Paul Bert, à 21 heures** (40 F).

dimanche 22 septembre

REIMS : Le collectif rémois contre la venue du pape appelle à manifester à **15 heures devant la salle René Tys**.

PARIS : Une manifestation se réunira **place de la République à 13 heures**. Un autocar partira de Dieppe à 9 heures (Renseignements au 35 84 27 17) ; il s'arrêtera à Rouen à 10 heures, place du Boulingrin.

samedi 28 septembre

CHELLES : Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat avec Xavier Pasquini sur... les sectes, l'ordre moral et compagnie...., à **20 h 30, au 1 bis rue Emille**.

LYON : Pot de rentrée de **La Plume noire**, à partir de 18 h 30, 19, rue Pierre-Blanc. Les groupes lyonnais de la Fédération anarchiste seront heureux de vous accueillir à cette occasion.

samedi 5 octobre

TOULON : Le groupe Nada de la FA et le collectif libertaire « La Commune » organise dans la campagne cuersoise une rencontre libertaire. Au programme : pic-nic, discussions, repas en soirée avec spectacle (chansons). Renseignement-réservations à «la Commune» 2 rue de Préssensé, 83000 Toulon, Tél. : 94 91 26 80.